

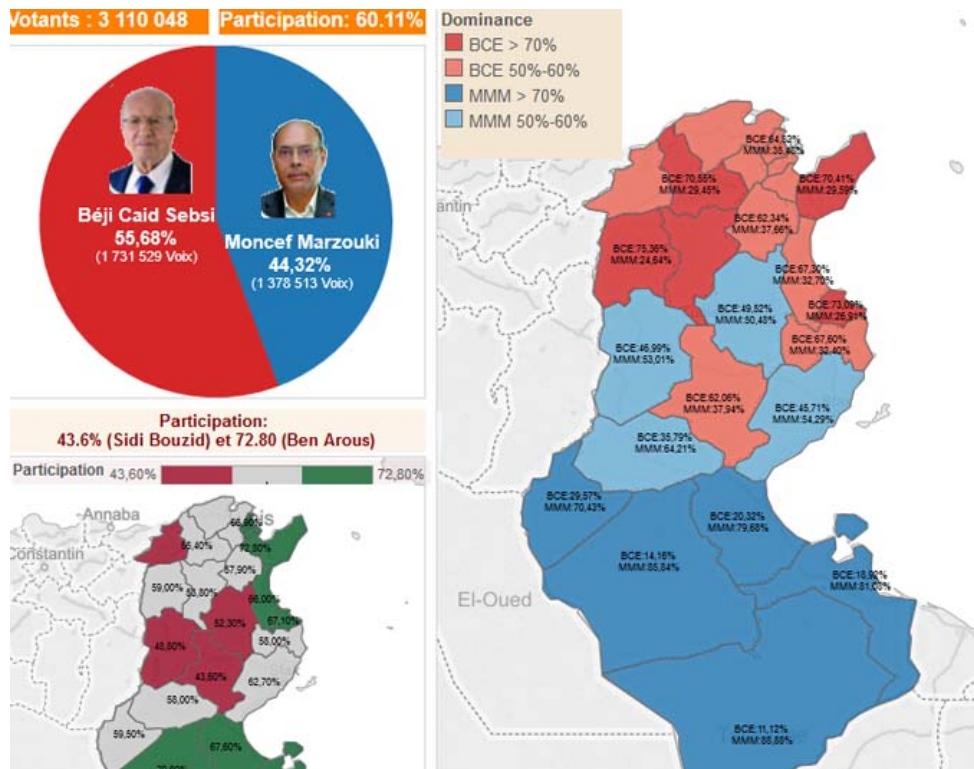


Échos du monde musulman N° 244

26 décembre 2014

Site : yvesmontenay.fr - @ymontenay

Tunisie : les présidentielles, suite



(Source: Targa Consult via Direct Info : <http://directinfo.webmanagercenter.com/>)

Cette carte est un peu trompeuse : en fait les contrastes sont encore plus marqués qu'elle ne l'indique, comme vous pouvez le vérifier en accédant à l'original (adresse ci-dessus) et en l'agrandissant. Cela notamment du fait d'une coquille dans la légende : les zones bleues pâle et rouge pâle ne sont pas des zones à 50 – 60 % mais à 50 – 70 %

Le cas extrême est celui du Sud où la participation a été très forte et où le président élu n'a eu que 10 à 20 % des voix dans quatre circonscriptions sur cinq. Je rappelle qu'il s'agit de la partie désertique ou semi désertique du pays, soit une grande surface peu peuplée : pas assez d'électeurs pour changer la majorité dans l'ensemble du pays, mais difficile à équiper d'infrastructures suffisantes, donc se sentant délaissée et s'opposant depuis toujours au pouvoir central, lequel a tendance à privilégier ses amis. Bref un cercle vicieux !

Au nord, BCE dépasse les 70% dans les zones rouges et en est très proche dans les zones rouges pâles, sauf dans la zone centrale où les majorités sont plus courtes dans les deux sens, et pratiquement à 50/50 à Kairouan (la zone bleue pâle la plus septentrionale). Dans cette zone partagée, on trouve la circonscription de Sfax, plus développée que le sud « profond », mais traditionnellement d'opposition, se sentant -ou étant- mal traitée par Tunis.

En résumé une majorité écrasante pour l'opposition au sud et une très forte majorité pour le vainqueur au nord, avec une zone indécise entre les deux. Et une participation dans les fiefs beaucoup plus forte que dans les zones indécises. Tout cela indique de profonds clivages qui seront un problème de plus pour le nouveau pouvoir. N'oublions pas par exemple que la frontière avec la Libye est difficile à contrôler, que les trafics sont tentants pour une population plus pauvre que dans le nord, et que les infiltrations djihadistes y sont plus faciles.

On voit que l'opposition entre islamistes et « laïques » n'explique pas tout ou plutôt se nourrit d'autres données. D'ailleurs les voix "ni MMM ni BCE" (selon eux : « ni les islamistes ni l'ancien régime ») du premier tour se sont réparties au second entre les deux candidats.

Nos lecteurs Tunisiens peuvent-ils ajouter leur grain de sel à cette analyse très sommaire ?

La Mauritanie sur les traces du Pakistan

Vous souvenez que dans ce dernier pays, une tentative d'abolir la peine de mort pour blasphème avait tourné court, les partisans de l'abolition se faisant assassiner par des islamistes. Étaient retenus comme blasphème des propos tenus par exemple par les chrétiens et jugés insuffisamment respectueux envers l'islam.

En Mauritanie c'est un musulman qui a été reconnu coupable d'apostasie et condamné à mort le 24 décembre à Nouadhibou. Il avait parlé "avec légèreté" du prophète Mahomet sur Internet en contestant des décisions prises par ce dernier. Aggravant son cas, il avait accusé également la société mauritanienne de perpétuer un "ordre social inique hérité de cette époque" (il s'agit probablement de l'esclavage de fait des serviteurs noirs des Maures).

Dans le même esprit le gouvernement s'efforce de remplacer le français par l'arabe, alors que le pays était auparavant officiellement bilingue, la population noire du sud n'étant pas arabophone, et les cadres du nord comme du sud ayant été formés en français.

L'Algérie entre le pétrole et ses langues

La réaction à la baisse du pétrole a été un peu similaire à celle en Russie : dans un premier temps le pouvoir a dit « rien de grave, c'est momentané et nous sommes solides », mais dans un deuxième temps, avec le maintien des cours à 60 \$ le baril, soit presque moitié moins qu'il y a quelques mois, l'affolement commence à apparaître au grand public. Le premier ministre aurait décidé de reporter tous les investissements « non urgents » dont les infrastructures. On parle aussi de réduire le nombre ou le salaire des fonctionnaires.

C'est l'occasion de parler de la Chine : pour la deuxième année, elle a pris à la France la première place parmi les fournisseurs de l'Algérie, mais je recueille des témoignages (représentatifs ?) selon lesquels les grands travaux confiés aux entreprises chinoises ont été très mal faits et seraient déjà à reprendre, notamment pour fraude sur la qualité des matériaux de la part de Chinois ou de sous-traitants algériens.

Et voilà qu'une nouvelle revendication linguistique apparaît, avec quelques années de retard sur le Maroc. Après la guéguerre entre « francophones » et arabisants, puis entre les kabyles et ces derniers, ce sont maintenant les partisans « l'algérien » qui se manifestent, avec des arguments qui ressemblent étrangement à ceux des partisans de la scolarisation en langues locales Afrique subsaharienne : faire entrer les enfants en primaire pour leur apprendre à lire et écrire dans une langue qu'ils ne connaissent pas, est un gros handicap pour le reste de leur scolarité.

Vous savez que les Algériens parlent en famille et dans la rue soit une langue berbère, soit une variante de la « darija », parfois, paraît-il, assez proche de l'arabe pour certaines tribus sahariennes ou leurs descendants montés dans le nord du pays, parfois très éloignée notamment dans beaucoup de quartiers d'Alger où elle aurait une structure berbère et un vocabulaire français (je ne vais pas plus loin après avoir vu les linguistes se jeter les dossiers à la figure, et des politiques invoquer « l'arabité » avec des arguments musclés).

Halte au wahhabisme au Maroc, suite

Nouvelle illustration des efforts de Mohamed VI pour maintenir l'islam marocain hors de l'influence wahhabite : la police marocaine a arrêté les cinq membres d'une « police de la charia » qui s'autoproclamaient chargés de « promotion de la vertu et de la prévention du vice » (reprenant les termes de la police religieuse séoudienne), cela à coups de bâton et d'armes blanches.